

propositions concrètes du Groupe de Contadora en vue d'arrêter le processus de militarisation et d'assurer la vérification et la surveillance du retrait graduel de tout le personnel militaire étranger de la région.

Le Canada s'est engagé à appuyer ces mécanismes régionaux. Si les cinq pays d'Amérique centrale voulaient déployer de nouveaux efforts pour parvenir à s'entendre sur une approche commune de la planification économique et sociale, le Canada serait prêt à accroître ses contributions au titre des projets d'infrastructure régionale nécessaires. Nous sommes tout à fait disposés à continuer d'aider tous les pays de la région à résoudre leurs problèmes eux-mêmes. Mais cette aide ne sera vraiment efficace qu'une fois qu'ils auront décidé conjointement de rejeter tout engagement militaire extérieur. Un effort commun de cette nature contribuerait à restaurer la stabilité politique et la confiance sans lesquelles les programmes de développement sont voués à l'échec.

Pour notre Organisation, ce sont sans doute les crises successives au Moyen-Orient qui constituent la question la plus contrariante. La situation au Liban a évolué de façon particulièrement tragique. Nous espérons que le cessez-le-feu qui vient d'intervenir sera respecté. Les problèmes internes de ce pays se compliquent en raison de l'intervention dans la région d'autres pays qui ont choisi, aux dépens du Liban, de poursuivre sans merci leurs propres intérêts en sol libanais. Le Canada appuie fermement la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de ce pays. Les troupes étrangères doivent se retirer à moins que le gouvernement légitime du Liban ne fasse expressément appel à leur présence. Nous devons tous oeuvrer activement - par l'intermédiaire des Nations Unies et en recourant à tout autre mécanisme disponible - à la recherche d'une solution juste, fondée sur la réconciliation nationale.

Nous ne devons pas laisser d'autres événements détourner notre attention du conflit israélo-arabe. Au cours des douze mois écoulés depuis notre dernière rencontre, il ne s'est rien produit qui puisse diminuer le besoin pressant de trouver une solution permanente garantissant les droits légitimes du peuple palestinien, notamment son droit à une patrie en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza. J'encourage toutes les parties à faire preuve de modération. J'invite Israël à repenser sa politique de peuplement. J'exhorte toutes les parties à entreprendre de véritables négociations. J'engage tous les pays en cause à dire clairement, en termes non équivoques, qu'ils sont prêts à reconnaître le droit de tous les États de la région, y compris Israël, de vivre en paix et en sécurité.